

Conjoncture : quand les politiques économiques génèrent l'incertitude

Autor(en): **Nordmann, Roger**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1566

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1021440>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Quand les politiques économiques génèrent l'incertitude

Les baisses des taux d'intérêts et la déréglementation des marchés ne suffisent plus. C'est la confiance qui est indispensable à la reprise économique.

Dans tous les pays industrialisés, les taux d'intérêts ont atteint des plateaux historiques. En Suisse et en Europe, les taux ont chuté de plus de 1,5 point en deux ans, alors que l'inflation est restée quasiment nulle durant la période.

Avec un loyer de l'argent aussi dérisoire, il devient vraiment avantageux d'emprunter pour investir. On devrait dès lors assister à un redémarrage des investissements de la part des entreprises. De plus, la charge d'intérêt baissant, les ménages devraient consommer davantage. En principe, le cumul de ces deux facteurs devrait provoquer une reprise de l'économie, en Suisse comme en Europe et aux États-Unis.

La déprime infinie

Or, en Suisse, les investissements des entreprises continuent de reculer, et la consommation donne des signes de replis. A l'extérieur, la situation est à peine meilleure.

Le manque de confiance et les incertitudes constituent l'explication la plus probable de la déprime économique mondiale. Pour les ménages, une cause saute aux yeux : la remise en cause du système des retraites, tant par la démographie que par les remèdes de cheval envisagés, incite les ménages à modérer leurs dépenses actuelles.

Du côté des entreprises, les facteurs d'incertitude sont

aussi nombreux que difficilement réductibles.

La situation géopolitique sous l'ère de George W. Bush est inquiétante. L'obsolescence de

Pour susciter le redémarrage d'une économie confrontée à des fortes incertitudes, il faudrait s'efforcer de réduire l'insécurité.

plus en plus rapide des technologies raccourcit la durée de vie des investissements. Dès lors, il devient plus difficile de les rentabiliser. L'évolution rapide des modes fait que

ce qui était demandé hier ne l'est plus aujourd'hui. Dans ces conditions, il n'est pas facile de planifier des investissements.

La déréglementation suscite l'insécurité

Pour susciter le redémarrage d'une économie confrontée à ces fortes incertitudes, il faudrait s'efforcer de réduire l'insécurité. Ce serait la condition pour que les entreprises se remettent à investir, et pour que les banques surmontent leurs réticences à prêter. Or, pour stimuler une conjoncture défaillante, la plupart des économistes préconisent une déréglementation accrue dans tous les secteurs, un accroissement de la concurrence et une réduction des dépenses publiques. Mais l'effet pratique de cette politique est d'ajouter des sources d'incertitude.

Ainsi, pour les entreprises et les hommes qui les pilotent, la déréglementation signifie par exemple qu'un concurrent peut brutalement ravir tout un marché, ou qu'un standard technique et des normes de qualité

peuvent disparaître du jour au lendemain. Le dogme de la concurrence absolue est coûteux : la durée de vie des contrats se raccourcissant, il faut consacrer de plus en plus d'argent à la publicité et à l'établissement de relations commerciales, lesquelles deviennent de plus en plus volatiles. Enfin, dans certains secteurs, la multiplication à intervalles rapprochés des procédures d'appels d'offre absorbe une énergie disproportionnée.

La réduction des dépenses publiques génère la précarité

Le discours sur la réduction des dépenses publiques et parapubliques est aussi nuisible : il accroît l'insécurité sur le volume d'activité de nombreux secteurs économiques dépendant de l'État, comme la santé, l'enseignement, la construction, l'agriculture etc. Pour les ménages, la réduction des dé-

penses publiques signifie aussi une plus grande précarité en cas de coup dur : chômage, maladie, invalidité. Cela n'incite pas à la dépense.

La nature humaine n'aime pas l'incertitude et fuit le risque. Face à un changement, la plupart des personnes perçoivent plus les risques que les opportunités. A y regarder de plus près, l'application moutonnaire des théories néolibérales par les autorités politiques pourrait donc se révéler complètement contre-productive dans un contexte de déprime. Croyant stimuler l'économie, on la tétanise. D'un éventuel excès de certitudes, de normes, de cartels et «d'inefficiences», il semble que l'on ait basculé dans un excès d'incertitude. Mais il n'y a guère que les analystes économiques dont le salaire est garanti par les ministères, les banques ou les universités à ne pas le ressentir. *rr*

Les comptes 2002 de *Domaine Public*

L'assemblée générale des actionnaires de *Domaine Public SA*, présidée par Luc Thévenoz, s'est réunie le 19 juin 2003. Elle a approuvé les comptes pour 2002 à l'unanimité.

| Dépenses | | Recettes | |
|-----------------------|--------|------------------------|--------|
| Production du journal | 63369 | Abonnements | 202566 |
| Promotion | 11381 | Vente numéros spéciaux | 12 |
| Salaires | 83643 | Dons | 2440 |
| Charges sociales | 14810 | Produits financiers | 524 |
| Locaux | 6855 | | |
| Frais financiers | 740 | | |
| Autres frais | 10835 | | |
| Amortissements | 3952 | | |
| Total dépenses | 195585 | Total recettes | 205542 |
| Résultat | | | 9957 |